

PROPAGANDA PAR NOAM CHOMSKY

Titre original : Media Control : The Spectacular Achievements of Propaganda
New York, The Open Media Pamphlet Series, Seven Stories Press, 1997

Première publication dans «Propagande, médias et démocratie», recueil de textes de Noam Chomsky et R. W. Mc Chensey, publié en 2000 aux éditions Ecosociété, préfacé par Colette Beauchamp.

Le rôle des médias dans la politique contemporaine nous oblige à nous interroger sur le monde et sur la société dans lesquels nous voulons vivre, en particulier, sur le genre de démocratie que nous souhaitons avoir. Je propose donc, pour commencer, de mettre en parallèle deux conceptions distinctes de la démocratie. La première veut que l'ensemble des citoyens dispose des moyens de participer efficacement à la gestion des affaires qui les concernent et que les moyens d'information soient accessibles et indépendants. Elle correspond, en somme, à la définition de la démocratie que l'on trouve dans un dictionnaire.

NOAM CHOMSKY

Né à Philadelphie en 1928, Noam Chomsky enseigne la linguistique au MIT (Massachusetts Institute of Technology) depuis 1955. Il est l'auteur de plus de trente ouvrages sur la politique extérieure des États-Unis, la situation des droits de l'homme dans le monde et le rôle des médias dans la fabrication de l'opinion.

INTRODUCTION

Le rôle des médias dans la politique contemporaine nous oblige à nous interroger sur le monde et sur la société dans lesquels nous voulons vivre, en particulier sur le genre de démocratie que nous souhaitons avoir. Je propose donc, pour commencer, de mettre en parallèle deux conceptions distinctes de la démocratie. La première veut que l'ensemble des citoyens dispose des moyens de participer efficacement à la gestion des affaires qui le concernent et que les moyens d'information soient accessibles et indépendants. Elle correspond, en somme, à la définition de la démocratie que l'on trouve dans un dictionnaire.

Selon la seconde conception, le peuple doit être exclu de la gestion des affaires qui le concernent et les moyens d'information doivent être étroitement et rigoureusement contrôlés. Bien que cette conception puisse sembler bizarre, il est important de comprendre que c'est celle qui prédomine. En fait, c'est le cas depuis longtemps sur le plan pratique aussi bien que théorique. La longue histoire qui remonte aux premières révolutions démocratiques modernes dans l'Angleterre du XVIII^e siècle témoigne largement de ce fait. Je m'en tiendrai à l'époque contemporaine et à la description de la manière dont cette seconde conception de la démocratie évolue, en expliquant comment et pourquoi la question des médias et de la désinformation s'inscrit dans ce contexte.

CHAPITRE 1 : LES DÉBUTS DE LA PROPAGANDE DANS L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Considérons la première opération de propagande organisée par un gouvernement contemporain. Elle s'est déroulée sous le mandat de Woodrow Wilson, élu président des États-Unis en 1916 au terme d'une campagne électorale sur le thème : «la Paix sans la victoire». C'était au beau milieu de la Première Guerre mondiale. La population était extrêmement pacifiste et ne voyait aucune raison de s'engager dans une guerre européenne. Mais le gouvernement Wilson était déjà décidé à entrer en guerre.

Il a donc dû intervenir dans ce sens. Il a créé **une commission gouvernementale de propagande**, la commission Creel, qui est parvenue **en six mois à transformer un peuple pacifiste en une population hystérique et belliciste** qui voulait détruire tout ce qui était allemand, mettre en pièces les Allemands, entrer en guerre et sauver le monde. Cette grande réussite a ouvert la porte à un autre exploit. Pendant la même période et après la guerre, on a utilisé les mêmes techniques de propagande afin de créer une véritable psychose «péril rouge»¹, comme on l'appelait, qui a presque réussi à détruire les syndicats et a failli balayer une fois pour toutes les dangereux problèmes que peuvent faire naître la liberté de la presse et la liberté d'expression politique. Les médias et le milieu des affaires, dont l'appui au gouvernement fut considérable, ont organisé et patronné cette campagne. Dans l'ensemble, elle a connu un vif succès.

Les intellectuels progressistes de l'époque, disciples de John Dewey², faisaient partie de ceux qui ont participé avec ferveur et enthousiasme à l'effort de guerre de Wilson. Comme en témoignent leurs écrits, ils étaient très fiers de compter au nombre des «membres les plus intelligents de la société», c'est-à-dire de ceux qui s'étaient montrés capables de convaincre une population réticente d'épouser le parti de la guerre en l'épouvantant et en lui inspirant un chauvinisme extrême. On n'a pas lésiné sur les moyens. C'est ainsi, par exemple, qu'on a trouvé bon d'attribuer aux «Boches» des atrocités imaginaires, comme le fait qu'ils auraient arraché les bras des bébés belges ; toutes sortes d'actes horribles que mentionnent encore les manuels d'histoire. C'est le ministre britannique chargé de la

¹ Le péril rouge désigne le communisme par analogie avec le «péril jaune» qui désignait les Asiatiques en général et les Chinois plus particulièrement (NdT).

² John Dewey (1859-1952), philosophe et pédagogue américain influent, promoteur d'une pédagogie fondée sur le pragmatisme (NdT)

Propagande qui a inventé une grande partie de ce que l'on racontait à ce sujet à cette époque. Ainsi qu'il l'a exprimé au cours de délibérations secrètes, il avait fait **le vœu de «manipuler la pensée de la plus grande partie du monde»**. Mais le plus important pour le ministre était de **contrôler l'opinion des «membres les plus intelligents de la société» américaine**, qui répandraient à leur tour la propagande qu'il avait concoctée et feraient basculer les États-Unis pacifistes dans une véritable frénésie guerrière. Cela a très bien fonctionné et on n'a pas manqué d'en tirer la leçon : lorsqu'elle est appuyée par les classes cultivées et qu'aucune dissidence n'est permise, la propagande de l'État peut avoir des effets considérables. Cet enseignement, Hitler ainsi que beaucoup d'autres jusqu'à ce jour ont su le mettre à profit.

CHAPITRE 2 : UNE DÉMOCRATIE POUR SPECTATEURS

Ces réussites ont également impressionné les théoriciens de la démocratie libérale et les personnalités les plus influentes du monde des médias, comme Walter Lippmann¹ par exemple, à l'époque figure de proue des journalistes américains, à la fois éminent analyste de la politique intérieure et extérieure du pays et, comme en témoignent ses essais, grand théoricien de la démocratie libérale. Si vous jetez un coup d'œil à un recueil de ses textes, vous verrez qu'il porte comme sous-titre quelque chose comme «une théorie progressiste de la pensée démocratique libérale». Lippmann, qui avait pris part aux commissions de propagande, en avait reconnu l'impact. Ce qu'il appelait «une révolution dans l'art d'exercer la démocratie» devait pouvoir, disait-il, être utilisé pour **«fabriquer le consentement»**, c'est-à-dire pour **obtenir l'adhésion de la population à des mesures dont elle ne veut pas, grâce à l'application des nouvelles techniques de propagande.**

Lippmann pensait que c'était là une bonne idée et même une idée nécessaire, car, selon lui, **«le bien commun est une notion qui échappe complètement à l'opinion publique»**. Il ne peut être compris et géré que par une «classe spécialisée» d'«hommes responsables», dotés des capacités requises pour donner un sens aux choses. Selon cette théorie, seule une petite élite, le groupe d'intellectuels auquel se réfèrent les partisans de Dewey, peut comprendre en quoi consiste le bien commun et savoir ce qui est important pour la collectivité, puisque ces notions «échappent complètement à l'opinion publique». Ce point de vue, dont l'origine remonte à plusieurs siècles, est également caractéristique de la pensée de Lénine, selon lequel une avant-garde d'intellectuels révolutionnaires s'empare du pouvoir de l'État, en tirant parti des révolutions populaires pour y accéder et conduire ensuite **les masses stupides** vers un avenir qu'en raison de leur bêtise et de leur incompétence, elles sont incapables de concevoir elles-mêmes. Les prémisses idéologiques qu'ils partagent confèrent à la théorie de la démocratie libérale et au marxisme, léninisme une étroite parenté. Cela explique, me semble-t-il, la facilité avec laquelle des gens ont pu passer d'un régime à l'autre sans percevoir de changement particulier. Il suffit simplement de définir le lieu du pouvoir : peut-être y aura-t-il un jour une révolution populaire et cela nous donnera le pouvoir étatique peut-être n'y en aura-t-il pas et, dans ce cas, il faut simplement se mettre au service de ceux qui disposent du pouvoir réel, c'est à dire la communauté des affaires. Mais l'objectif est le même : **conduire les masses stupides vers un monde que leur incapacité à comprendre les empêche de concevoir.**

Lippmann a appuyé sa position sur une théorie très détaillée de la démocratie progressiste. Il a expliqué qu'on trouve diverses catégories de citoyens dans une société démocratique qui fonctionne bien. Au premier plan, se trouvent ceux qui doivent participer activement à la gestion des affaires d'intérêt général. Ils appartiennent à **la classe des spécialistes**, ceux qui analysent, administrent, décident et dirigent sur les plans politique, économique et idéologique. Cette classe représente un très faible pourcentage de la population. De toute évidence, les promoteurs de ces idées font toujours partie de cette élite et parlent du sort à réserver à ceux qui en sont exclus, c'est à dire à tous ceux qui forment l'immense majorité de la population et que Lippmann nommait **le «troupeau dérouté»**. La tâche consiste à se protéger contre «les Piétinements et les rugissements du troupeau dérouté». Désormais, il y a deux «fonctions» en démocratie : d'abord celle des spécialistes, ces hommes qui dirigent le pays, ceux à qui revient le rôle de penser et de planifier, ceux qui comprennent ce qu'est le bien commun ; ensuite, la fonction dévolue à ceux qui font partie du troupeau dérouté. Leur rôle en démocratie, explique Lippmann, c'est d'être **des «spectateurs»** et non des participants actifs. Toutefois, puisque nous sommes en démocratie, leur rôle ne s'arrête pas là. De temps en temps, on leur permet de donner leur appui à tel ou tel membre de la classe des spécialistes. En d'autres termes, on leur accorde la possibilité de dire «c'est celui-ci que nous voulons pour chef» ou bien «c'est celui-là», puisque nous sommes une société démocratique et non un État totalitaire. C'est ce que l'on appelle des **élections**. Mais, dès qu'ils ont donné leur appui à l'un ou l'autre des spécialistes, on attend des membres du troupeau qu'ils se retirent et redeviennent spectateurs de l'action sans y prendre part. Ce sont là les règles d'une société démocratique qui fonctionne bien.

Il y a une logique dans tout cela et même une sorte de principe moral contraignant. **Ce principe, c'est que la majorité de la population est tout simplement trop stupide pour comprendre les choses.** Si elle essayait de participer à la gestion de ses propres affaires, elle ne réussirait qu'à susciter des problèmes. Par conséquent, il serait immoral et inconvenant de la laisser faire. **Notre devoir nous impose de dompter le troupeau dérouté, de ne pas lui laisser l'occasion d'exercer sa violence, de tout piétiner et détruire.** Cette logique est la même que celle qui veut qu'on ne permette pas à un enfant de trois ans de traverser la rue. On ne lui laisse pas ce genre de

¹ Pour plus de détails, voir Noam Chomsky, L'An 501, la conquête continue, Écosociété, Montréal, 1995, premier chapitre (NdT).

liberté parce qu'il ne saurait en user convenablement. De la même façon, on n'autorise pas le troupeau dérouté à prendre part à l'action, car il ne pourrait que créer des problèmes.

Il est donc nécessaire de trouver le moyen de **dompter le troupeau** et ce moyen n'est rien d'autre que **la fabrication du consentement**, cette révolution dans l'art d'exercer la démocratie. Les médias, l'enseignement et la culture doivent être séparés : on a un système pour l'élite et un autre pour la populace. Ces trois éléments doivent fournir à la classe politique et aux décideurs une vision convenable de la réalité, mais ils doivent aussi leur inculquer les dogmes appropriés. N'oublions pas qu'il y a ici une prémisse implicite dont les responsables doivent se cacher à eux-mêmes l'existence.

Cette prémisse a trait aux moyens par lesquels ils parviennent **aux postes de décision**. Naturellement, ils n'y parviennent **qu'en se mettant au service des gens qui disposent du pouvoir réel, c'est à dire de ceux qui possèdent la société, un groupe très restreint de personnes**. C'est dans la mesure où les spécialistes se montrent capables et désireux de servir les intérêts de ce groupe qu'ils accèdent aux postes de commande. Tout cela doit se faire discrètement, ce qui signifie que les spécialistes **doivent avoir assimilé les dogmes et les doctrines qu'on leur inculque et qui servent les intérêts des puissants**. Ceux qui n'y parviennent pas ne feront pas partie de cette classe. Ainsi avons-nous **un système d'instruction spécifiquement conçu pour ceux qui seront responsables**, qui feront partie de la classe des spécialistes. Leur endoctrinement au service des valeurs et des intérêts du pouvoir privé, et du **tandem «Etat - monde des affaires»** qui le représente, doit être profond. Ceux qui réussissent à se soumettre à cet endoctrinement peuvent alors appartenir à la classe des spécialistes. Il ne reste plus qu'à distraire le troupeau dérouté, à détourner son attention, à le protéger contre sa prédisposition à créer des problèmes, à s'assurer qu'il demeure tout au plus spectateur de l'action, en veillant néanmoins à l'autoriser de temps en temps à appuyer l'un ou l'autre des vrais dirigeants, parmi lesquels il lui est alors possible de choisir.

Nombreux sont ceux qui ont développé ce point de vue fort conventionnel, en fait. Par exemple, **Reinhold Niebuhr**, chef de file des théologiens et spécialiste de politique étrangère, quelquefois baptisé **«le théologien des pouvoirs établis»**, le gourou de George Kennan¹ et des intellectuels de l'administration Kennedy, soutenait que **la faculté de raisonner est très peu répandue, que seul un nombre restreint de personnes la possède**. La plupart des gens se laissent dominer par leurs émotions et leurs impulsions. Ceux d'entre nous, expliquait-il, qui possèdent la faculté de raisonner doivent créer des «illusions nécessaires» et des simplifications abusives, mais «émotionnellement convaincantes» pour maintenir plus ou moins dans la bonne direction les simples d'esprit naïfs. Cette idée est devenue l'un des principaux thèmes des sciences politiques contemporaines.

Durant les années vingt et au début des années trente, Harold Lasswell, le fondateur du secteur moderne des communications et l'un des chefs de file américains des sciences politiques, expliquait qu'il n'était pas souhaitable de succomber «au dogme démocratique selon lequel les gens sont les meilleurs juges quand il s'agit de leurs propres intérêts», car ils ne le sont pas. Nous sommes les meilleurs juges en matière de bien commun, estimait-il. Par conséquent, par simple souci de morale, il est indispensable de faire en sorte que les gens n'aient aucune possibilité d'agir puisqu'ils appréhendent faussement les choses. Dans ce qu'on qualifie, de nos jours, d'État totalitaire ou d'État policier, c'est une tâche facile. Il suffit de brandir une matraque au dessus de leurs têtes et de leur en asséner un bon coup s'ils s'écartent du droit chemin. Cependant, à mesure qu'une société devient plus libre et se démocratise, on est forcé d'abandonner cette option. Il faut donc recourir aux techniques de propagande. La logique est très simple. **La propagande est à la société démocratique ce que la matraque est à l'État totalitaire**. Encore une fois, dirons-nous, il est bon d'agir ainsi et c'est faire preuve de sagesse, car le bien commun échappe complètement au troupeau dérouté. Il est incapable de le comprendre.

CHAPITRE 3 : LES RELATIONS PUBLIQUES

Les États-Unis ont été les pionniers de l'industrie des relations publiques, dont la mission est de **«contrôler l'opinion publique»**, comme l'ont expliqué ses promoteurs qui ont su tirer d'importantes leçons des succès de la commission Creel et de la remarquable carrière du mythe du péril rouge. L'industrie des relations-publiques a connu une expansion considérable à cette époque. Tout au long des années vingt, elle est parvenue à obtenir de la population **une soumission presque totale aux règles imposées par le milieu des affaires**. Le phénomène a pris une telle ampleur qu'au début des années trente, des comités du Congrès ont enquêté sur cette industrie. Nombre d'informations dont nous disposons proviennent de ces investigations.

Les relations publiques sont une industrie gigantesque qui dépense environ un milliard de dollars chaque année. Son but a toujours été de contrôler l'opinion publique. Au cours des années trente, d'importants problèmes ont fait surface, comparables à ceux qui étaient survenus pendant la Première Guerre mondiale. Une grave récession s'est installée et les travailleurs se sont énergiquement organisés. En fait, en 1935, les travailleurs ont remporté leur première victoire de taille, en l'occurrence la reconnaissance de leur droit à s'organiser, entériné par la loi Wagner², ce qui a donné naissance à deux graves problèmes. D'une part, le système démocratique se

¹ Georges Kennan, chargé de diriger les planificateurs de la politique mondiale au secrétariat d'État américain en 1948-1949 (NdT).

² En 1935, fut adoptée la loi fédérale sur les relations de travail, connue sous le nom de loi Wagner, du nom de son auteur. Entre autres choses, cette loi consacrait la liberté d'association des travailleurs, définissait le comportement antisyndical comme une «pratique de travail déloyale» et l'interdisait. La combativité des travailleurs pour imposer

révélaient défaillant. Le troupeau dérouté était parvenu à remporter une victoire législative, ce qui n'est pas censé se produire. D'autre part, il devenait possible aux gens de s'organiser. Ce qu'on attendait d'eux, c'était qu'ils restent atomisés, séparés les uns des autres, isolés. Les gens ne sont pas supposés s'organiser, car ils pourraient alors devenir plus que de simples spectateurs. Ils pourraient aller jusqu'à prendre part à l'action, s'ils étaient assez nombreux à pouvoir s'organiser afin d'entrer dans l'arène politique même avec de modestes moyens, et **cela est très dangereux**. Le patronat adopta des mesures draconiennes pour s'assurer que cette victoire des travailleurs serait la dernière et qu'elle serait le commencement de la fin de cette déviation démocratique que constitue l'organisation populaire. L'objectif fut atteint.

Les travailleurs n'ont jamais remporté d'autre victoire législative. La capacité d'agir des syndicats s'est continuellement amenuisée à compter de ce moment - même si le nombre de syndiqués a augmenté durant la Seconde Guerre mondiale, il devait rapidement décroître après. Ce ne fut pas par hasard. Il faut y voir bien sûr l'œuvre de la communauté des affaires qui a investi des sommes considérables et toute la vigilance nécessaire pour s'occuper de ces problèmes grâce à l'industrie des relations publiques et aux services d'autres organisations telles que, notamment, la National Association of Manufacturers (Association nationale des manufacturiers) et la Business Roundtable (Table ronde d'hommes d'affaires). La communauté des affaires a très vite cherché le moyen de couper court à ces déviations démocratiques.

La première occasion s'est présentée en 1937, année d'une grève d'une importance capitale, la grève des aciéries de Johnstown, dans l'ouest de la Pennsylvanie. Le patronat a mis à l'essai une nouvelle technique pour détruire les mouvements ouvriers, méthode qui s'est avérée très efficace. Il n'a pas fait appel aux escadrons de gangsters ni à la violence, car ce genre d'intervention ne donnait plus de bons résultats, mais il a tiré parti de l'outil bien plus subtil et efficace de la propagande. **Le procédé consistait à monter la population contre les grévistes en les présentant comme des agitateurs dangereux pour la population, opposés au bien commun**, le bien qui est commun à l'homme d'affaires, au travailleur, à la femme au foyer, à nous tous qui voulons vivre et travailler ensemble, qui aspirons à l'harmonie et aux bienfaits de l'américanisme. C'est contre « nous tous » que se dressent ces grévistes qui ne sont que des agitateurs, des fauteurs de troubles qui détruisent l'harmonie et profanent les valeurs de l'américanisme. Il faut donc les arrêter pour pouvoir vivre tous ensemble. Le chef d'entreprise et le balayeur ont des intérêts identiques. Nous pouvons tous mettre nos efforts en commun et travailler dans l'harmonie pour l'Amérique, en nous aimant les uns les autres. Voilà essentiellement le contenu du message. On a consacré une monumentale énergie à le faire passer. Après tout, c'est de la communauté des affaires qu'il s'agissait, une communauté qui contrôle les médias et possède des moyens considérables. Et cela a marché. Le procédé a été remarquablement efficace. Plus tard, on a appelé cette technique la « formule de Mohawk Valley » et on l'a systématiquement appliquée pour briser les grèves. Qualifiée de **« méthode scientifique pour briser les grèves »**, elle s'est révélée très efficace pour mobiliser l'opinion publique en faveur de concepts creux comme celui de l'américanisme. Qui pourrait bien s'y opposer ou s'opposer à l'harmonie ? Ou bien s'opposer au slogan de la guerre du Golfe : « Soutenez nos soldats » ; qui pourrait être contre ? Ou encore contre les rubans jaunes à porter à la boutonnière ? Qui pourrait être contre quelque chose de parfaitement creux ?

En fait, quel sens aurait une question comme : « Soutenez-vous les gens qui vivent en Iowa ? » Est-il possible de répondre « oui, je les soutiens » ou « non, je ne les soutiens pas » ? On ne pose pas une question pareille, cela n'a pas de sens. Et c'est bien là le but. Le but du slogan « Soutenez nos troupes » répandu par les services de relations publiques est de n'avoir aucun sens. Il n'a pas plus de sens qu'un slogan tel que « Soutenez les gens de l'Iowa ». Évidemment, dans le cas des troupes, il existait un enjeu que l'on pourrait formuler ainsi : « Approuvez vous notre politique ? » Mais il n'est pas souhaitable que le peuple se pose ce genre de question.

Là réside le principe d'une bonne propagande. Il s'agit de créer un slogan que personne ne puisse contester et tous l'approuveront. Ce slogan, personne n'a jamais la moindre idée de ce qu'il signifie, parce qu'il ne signifie rien. Son point fort, c'est de **détourner l'attention du problème important**, de la question qui, elle, a un sens, comme : « Approuvez vous notre politique ? » C'est justement la question qu'il n'est pas permis de soulever. Mais, bien entendu, on peut donner son avis sur le soutien à nos troupes. Et quel est il cet avis ? Il est que, « bien sûr, on ne peut pas ne pas les soutenir ». La partie est gagnée.

C'est comme pour l'américanisme et l'harmonie. Nous sommes tous ensemble, rallions nous à des slogans creux, allons y de bon cœur, assurons nous que nous ne permettrons pas à des gens odieux de notre entourage de troubler notre harmonie en parlant de lutte des classes, de droits et de toutes ces sortes de choses.

Tout cela est d'une grande efficacité et continue à bien fonctionner de nos jours. Bien entendu, **le phénomène est préparé avec beaucoup de minutie**. Les gens qui travaillent dans l'industrie des relations publiques ne le font pas pour leur plaisir. Ils travaillent. Ils s'efforcent d'inculquer les valeurs appropriées.

Ils savent ce que doit être une démocratie, à savoir un régime politique dans lequel la classe des spécialistes reçoit une formation pour servir les maîtres, ceux qui possèdent la société. Le reste de la population doit être privé de toute possibilité de s'organiser car s'organiser, c'est provoquer des troubles. Les

leurs organisations syndicales dans les usines à travers des campagnes de syndicalisation et des grèves sur le tas, malgré les risques encourus (fermeture d'usines principalement), fut évidemment un facteur décisif dans l'adoption de cette loi, ce qui était une importante victoire pour les travailleurs. La Cour suprême des États-Unis a confirmé la constitutionnalité de cette loi en 1937 (NdT).

gens doivent rester assis devant le téléviseur, isolés les uns des autres, et se mettre dans le crâne le message qui leur dit que la seule ambition respectable dans la vie est d'acquérir davantage de biens matériels ou de vivre comme ces familles aisées de la classe moyenne que montre la télévision, où seules comptent les valeurs inestimables de l'américanisme et de l'harmonie. C'est tout ce qui importe dans la vie. On peut se dire dans son for intérieur qu'il doit bien y avoir quelque chose de plus dans la vie, mais, seul devant son téléviseur, que peut-on conclure, sinon qu'il faut être fou pour penser ainsi puisque la télévision ne montre rien d'autre? Et puisqu'on ne permet pas aux gens de s'organiser - c'est un point crucial -, il leur est impossible de vérifier qu'ils ne sont pas fous de penser ce qu'ils pensent. C'est normal de penser cela, car c'est la première idée qui s'impose à l'esprit.

C'est donc là le modèle idéal et on déploie des efforts considérables pour tenter de le réaliser. De toute évidence, il s'agit d'un idéal reposant sur une conception précise de la démocratie ; la seconde conception dont j'ai parlé. Le troupeau dérouté est un problème. Il faut l'empêcher de rugir et de tout piétiner. **Il faut le distraire.** Il faut qu'il regarde à la télé les championnats de football, les sitcoms ou les films violents. De temps en temps, il est bon de l'inciter à scander des slogans insipides comme «Soutenez nos soldats». Il importe aussi de **l'effrayer** car, faute d'être hanté par toutes sortes de peurs et de démons qui menacent de le détruire, chez soi comme à l'étranger, le troupeau pourrait commencer à penser, ce qui serait très dangereux parce qu'il n'a pas la compétence requise pour le faire. Par conséquent, **il est important de le distraire et de le tenir à l'écart.**

Il s'agit d'une certaine conception de la démocratie. En fait, pour en revenir à la communauté des affaires, la loi Wagner de 1935 fut bien la dernière victoire des travailleurs. **Une fois la guerre déclarée, on assista à l'affaiblissement des syndicats et au déclin de la riche culture de la classe ouvrière, qui était directement reliée au syndicalisme.** Tout cela fut détruit. Nous sommes alors passés à une société dominée à un degré remarquable par le milieu des affaires. Nous sommes l'unique société industrielle au sein d'un État capitaliste à ne pas disposer des protections sociales élémentaires que l'on retrouve habituellement dans ces sociétés. Je crois que, mis à part l'Afrique du Sud, nous sommes la seule société industrielle à ne pas posséder de régime national de soins de santé. Notre société ne s'engage même pas à assurer le minimum nécessaire à la survie de ceux qui, dans la population, ne peuvent s'adapter aux règles du jeu et suffire eux-mêmes à leurs besoins. Les syndicats, ainsi que d'autres formes de mouvements populaires, sont à peu près inexistantes. Il n'existe ni partis politiques proprement dits ni mouvements organisés. Il y a un long chemin à faire pour se rapprocher d'une situation idéale, du moins d'un point de vue structurel. Les médias appartiennent à un monopole d'affaires. Tous propagent les mêmes idées. Les deux partis politiques sont deux factions du parti des affaires. La plupart des gens ne se donnent même pas la peine de voter, car cela n'a aucun sens. Chaque personne est dans sa tour d'ivoire et on l'incite habilement à se divertir. Du moins est-ce là le but poursuivi. D'ailleurs, Edward Bernays, chef de file du secteur des relations publiques, venait de la commission Creel. Il en faisait partie, il y a fait son apprentissage et l'a poursuivi en développant le concept de **la «fabrication du consentement»** qu'il décrivait comme **l'«essence de la démocratie».** **Ceux qui sont capables de fabriquer le consentement sont ceux qui disposent des ressources et du pouvoir, à savoir la communauté des affaires, et c'est pour eux que l'on travaille.**

CHAPITRE 4 : FABRIQUER L'OPINION

Il est également important de forcer la population à prendre parti en faveur d'interventions militaires à l'étranger. Généralement, la population est pacifiste, tout comme elle l'était au moment de la Première Guerre mondiale. Le peuple n'a aucune raison de s'engager dans des interventions militaires à l'étranger, des tueries et des tortures. Il faut donc le mobiliser **et pour le mobiliser, il faut l'effrayer.** Bernays lui-même a remporté une brillante victoire dans ce domaine. C'est lui qui était chargé de la campagne de relations publiques de la compagnie United Fruit en 1954, lorsque les États-Unis sont intervenus au Guatemala pour y renverser le gouvernement démocratique et capitaliste et y installer la mortelle société des escadrons de la mort qui y règne toujours grâce aux continuelles subventions du gouvernement américain, versées dans le but d'y contrecarrer toute déviation démocratique significative. Comme le peuple s'oppose tout naturellement aux programmes de politique intérieure qui lui sont défavorables, il est constamment nécessaire d'imposer ces programmes. Cela exige aussi le déploiement de la propagande considérable dont nous avons amplement fait l'expérience au cours des dix dernières années. Les programmes de Reagan étaient extraordinairement impopulaires. En 1984, les deux tiers environ des électeurs qui lui fournirent son «écrasante victoire» espéraient qu'il n'appliquerait pas ses politiques. Si l'on prend des programmes spécifiques, comme celui de l'armement ou des restrictions budgétaires dans le domaine social, etc., on se rend compte que la grande majorité de la population les rejetait presque tous. Malheureusement, bien que l'opinion en faveur de dépenses dans le domaine social plutôt que dans le domaine de l'armement se révèle largement majoritaire dans les sondages, tant que les gens qui ont cette opinion sont marginalisés, assujettis aux moyens conçus pour les distraire et privés de tout moyen de s'organiser et de faire valoir leur opinion - au point d'ignorer dans leur isolement que d'autres partagent leur point de vue -, ils ne peuvent échapper au sentiment qu'ils sont bien les seuls à qui une idée aussi saugrenue puisse venir à l'esprit. Ils n'ont jamais entendu personne exprimer la même opinion qu'eux. Nul n'est censé penser ainsi. Par conséquent, si vous pensez ainsi et le dites à l'occasion d'un sondage, vous supposez simplement que vous êtes bizarre. Puisqu'il n'existe aucun moyen de rejoindre les individus qui partagent votre point de vue et qui pourraient le renforcer ou même vous aider à le faire valoir, vous vous dites que vous êtes un excentrique, un drôle d'oiseau. Vous vous retranchez dans votre tour d'ivoire et ne vous intéressez plus à ce qui se passe. Vous vous occupez autrement, vous regardez la finale du championnat de football à la té-

l'émission.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus se rapprochent de l'idéal recherché, mais cet idéal n'a jamais été totalement réalisé. Il y a encore certaines institutions qu'il a été impossible de détruire. Les Églises, par exemple, existent encore. **Une bonne partie de l'opposition aux États-Unis prend naissance dans les Églises, simplement parce qu'elles sont là.** En Europe, on fera probablement un discours politique dans le local d'un syndicat. Aux États-Unis, cela ne se produit pas, d'abord parce que les syndicats sont presque inexistantes et ensuite, parce que ceux qui existent ne sont pas politisés. Mais au contraire, les Églises existent ; par conséquent, c'est souvent là que l'on fait des discours. Le mouvement de solidarité en faveur de l'Amérique centrale a pris son essor dans les Églises, surtout parce qu'elles existent toujours.

La lutte n'est jamais terminée, car le troupeau dérouté n'est jamais parfaitement dompté. Durant les années trente, il s'est rebellé de nouveau et a été ramené à l'ordre. Au cours des années soixante, une nouvelle vague de contestation est apparue, que la classe des spécialistes a appelée la « crise de la démocratie », considérant que la démocratie entrait dans une période de crise, parce qu'une importante partie de la population s'organisait, agissait et essayait d'intervenir sur la scène politique, ce qui nous ramène à la question des deux conceptions de la démocratie. Selon le dictionnaire, ce genre de crise est un progrès démocratique ; selon la conception dominante, c'est un problème, c'est une crise qu'il faut résoudre. **On doit ramener la population à l'état qui lui est propre : l'apathie, l'obéissance et la passivité.** Il est donc nécessaire de faire quelque chose pour résoudre la crise. Les efforts entrepris en ce sens l'ont été mais en vain. La crise perdure et se porte bien, fort heureusement, mais **elle ne réussit pas à changer la politique.** Pourtant, contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, **elle réussit à modifier les opinions.**

Après les années soixante, d'innombrables efforts ont été mis en œuvre pour guérir cette maladie et la vaincre. On a baptisé l'une de ses manifestations du nom de « syndrome du Viêt Nam ». On s'est même donné la peine à l'occasion de proposer une définition de cette expression qui a surgi dans le langage au cours des années soixante-dix. Norman Podhoretz, un des penseurs de Reagan, l'a qualifiée d'« inhibition malade de l'usage de la force militaire ». Il y avait, chez une grande partie de la population, une inhibition pathologique de la violence. Tout bonnement, les gens ne comprenaient pas pourquoi les États-Unis devaient intervenir dans le monde en torturant, en tuant et en bombardant. Il est fort dangereux qu'un peuple succombe à une telle inhibition, comme l'avait compris Goebbels car, dès lors, les possibilités d'intervention à l'étranger sont limitées. Il est nécessaire, comme l'a exprimé plutôt fièrement le Washington Post en pleine hystérie de la guerre du Golfe, d'inculquer aux gens le respect des « valeurs martiales ».

C'est important. Si l'on veut disposer d'une société violente qui sache utiliser la force dans le monde entier afin d'atteindre les objectifs de son élite, il est nécessaire de cultiver comme il se doit les valeurs martiales et non l'inhibition malade de l'usage de la violence. Voilà le syndrome du Viêt Nam. Il faut s'en débarrasser.

CHAPITRE 5 : FALSIFIER L'HISTOIRE

Il est également **indispensable de falsifier l'histoire.** C'est une autre façon de vaincre les inhibitions malades. Quand nous agressons et détruisons quelqu'un, faut faire croire que nous nous protégeons et nous défendons contre des agresseurs redoutables, des monstres, etc. Depuis la guerre du Viêt Nam, on a fait un effort énorme pour en récrire l'histoire. Trop de gens avaient commencé à comprendre ce qui se passait réellement, entre autres beaucoup de soldats ainsi que de nombreux jeunes qui militaient dans le mouvement pour la paix, et d'autres citoyens. C'était déplorable. Il fallait y remédier et restaurer la pensée juste, à savoir que, quoi que nous fassions, nos actions sont toujours nobles et vertueuses. Si nous bombardons le Viêt Nam du Sud, c'est parce que nous défendons le Viêt Nam du Sud contre quelqu'un, en l'occurrence les Sud-Vietnamiens, étant donné qu'il n'y avait là personne d'autre.

C'est ce que les intellectuels de Kennedy ont nommé la défense du Viêt Nam du Sud contre une « agression de l'intérieur ». Cette formule a été reprise par Adlai Stevenson et par d'autres. Il était essentiel de l'imposer comme la version officielle et bien comprise des faits. Cela a marché à merveille. **Le message passe comme une lettre à la poste quand le système d'éducation et les médias sont contrôlés dans leur totalité et que les érudits sont des conformistes.** Une recherche de l'université du Massachusetts sur les attitudes pendant la crise du Golfe, et plus précisément sur les croyances et les attitudes qui naissent en regardant la télévision, est révélatrice à ce propos. L'une des questions posées était : « Combien, d'après vous, la guerre du Viêt Nam a-t-elle fait de victimes chez les Vietnamiens ? » Selon les réponses actuelles des Américains, le nombre moyen de victimes serait d'une centaine de milliers. Le chiffre officiel est d'environ deux millions. Le nombre réel se situe probablement entre trois et quatre millions de morts. Les auteurs de cette recherche ont posé une question judicieuse : « Que penserions nous de la culture politique allemande si, à la question concernant le nombre de Juifs qui ont péri dans l'Holocauste, les Allemands répondaient "environ trois cent mille" ? Que pourrions nous conclure au sujet de la culture politique allemande ? » Les chercheurs n'ont pas répondu à leur propre question, mais rien ne nous empêche d'y réfléchir. Ces résultats sont très révélateurs de notre culture. Il faut absolument venir à bout de toutes les formes d'inhibition malade de l'usage de la force armée comme de toute autre espèce de déviation démocratique. Dans le cas cité précédemment, ce fut une réussite. A vrai dire, il n'en va pas autrement pour tous les exemples que l'on pourrait citer, quel que soit le sujet. Qu'il s'agisse du Proche-Orient, du terrorisme international ou de l'Amérique centrale, l'image du monde présentée à la population n'offre qu'une très lointaine ressemblance avec la réalité.

La vérité est profondément enfouie sous les couches accumulées de mensonges. En un sens, c'est une merveilleuse réussite que d'avoir désamorcé la menace de la démocratie dans des conditions de liberté et ce fait est extrêmement intéressant. Cela ne se compare pas à ce que l'on observe dans un État totalitaire où les résultats sont obtenus par la force. Ici, on obtient les mêmes résultats dans des conditions de liberté. Si nous voulons comprendre notre propre société, notre devoir est de réfléchir à ces faits, importants pour tous ceux qui se soucient de savoir quelle est la nature véritable de la société dans laquelle ils vivent.

CHAPITRE 6 : LA CULTURE DISSIDENTE

En dépit de tous les obstacles, la culture dissidente a survécu. Depuis les années soixante, elle a prospéré de manière remarquable, bien qu'au début, son développement ait été extrêmement lent. Ce n'est que bien des années après que les États-Unis eurent commencé à bombarder le Viêt Nam du Sud que s'est exprimée l'opposition à la guerre d'Indochine. Lorsque la contestation est née, le mouvement dissident était très limité, composé essentiellement d'étudiants et de jeunes gens. Durant les années soixante-dix, la situation a considérablement évolué. De grands mouvements populaires ont vu le jour, notamment les mouvements écologistes, féministes et anti-nucléaires. Au cours des années quatre-vingt, les mouvements de solidarité ont connu une expansion encore plus marquée, phénomène nouveau et important, du moins en ce qui concerne la dissidence aux États-Unis, mais peut être aussi dans le monde entier. Il s'agissait non seulement de mouvements de protestation, mais également de mouvements engagés dans l'action qui, souvent, intervenaient directement dans la vie de populations en détresse ailleurs que chez eux. Ces militants ont tiré plusieurs leçons de leurs expériences et ils ont provoqué l'évolution des mentalités chez les Américains. Toutes ces actions ont donné lieu à des changements très importants. Quiconque a pratiqué un tel engagement pendant des années ne peut manquer de s'en rendre compte. En ce qui me concerne, je sais que le genre de discours que je prononce aujourd'hui dans les régions les plus réactionnaires du pays, le centre de la Géorgie, le Kentucky rural, etc., je n'aurais pas pu les faire devant le plus militant des auditeurs pacifistes au moment où le mouvement pour la paix était à son apogée. De nos jours, il est possible de tenir de tels propos n'importe où. Les gens ne sont pas nécessairement d'accord mais, au moins, ils comprennent de quoi il est question et l'on trouve généralement un terrain d'entente.

Tous ces faits révèlent **l'existence d'un phénomène d'éveil social** malgré toute la propagande, malgré tous les efforts déployés pour maîtriser la pensée et fabriquer le consentement. En dépit de tout, les gens développent leur capacité et leur volonté de réfléchir en profondeur. Le scepticisme envers le pouvoir s'accroît et, à l'égard de nombreux problèmes, les attitudes se sont transformées. C'est assez lent, peut être même excessivement lent, mais ce phénomène est perceptible et important. Que cela puisse se produire suffisamment vite pour avoir un impact significatif sur ce qui se passe dans le monde, c'est là une tout autre question. La fameuse divergence entre les opinions des hommes et des femmes nous en fournit un exemple familier. Durant les années soixante, l'attitude des femmes et celle des hommes étaient à peu près les mêmes en matière de «valeurs martiales» et d'«inhibition malade de l'usage de la force militaire». Aucun homme ni aucune femme, au début des années soixante, ne souffrait de cette inhibition malade. Les réactions étaient partout les mêmes. Tout le monde pensait que le recours à la violence pour anéantir des peuples étrangers allait tout simplement de soi. Les années passant, cela a changé. Les cas d'«inhibition malade» se sont multipliés partout et, en même temps, un écart s'est creusé entre les opinions des hommes et des femmes, écart qui est maintenant très important. Selon les sondages, il serait d'environ 25 %.

Que s'est-il passé ? En fait, ce qui s'est passé, c'est qu'il existe maintenant une forme de mouvement populaire plus ou moins organisé où des femmes se sont engagées : le mouvement féministe. Le fait de s'organiser porte ses fruits, on découvre que l'on n'est pas seule, que d'autres pensent comme soi. Il devient possible de renforcer ses propres opinions et d'en apprendre davantage sur ce que l'on pense et ce en quoi l'on croit. Les mouvements de ce genre sont très informels et ne sont pas comparables à des organisations dont il faut être membre ; il s'agit simplement d'un état d'esprit qui favorise les échanges. L'effet en est très marqué. C'est là le danger de la démocratie : si des organisations ont l'occasion de se développer, **si les gens ne restent plus le nez collé sur le petit écran, toutes sortes de pensées étranges vont surgir dans les esprits**, susceptibles de déclencher, par exemple, l'inhibition malade de l'usage de la force militaire.

C'est un danger qu'il faut faire disparaître, mais ce n'est pas encore fait.

CHAPITRE 7 : LE DÉFILÉ DES ENNEMIS

Plutôt que de continuer sur le thème de la dernière guerre, abordons la question de la prochaine, car il est parfois utile de prévoir au lieu de se contenter de réagir. L'évolution des États-Unis suit actuellement un cours très caractéristique que d'autres pays ont déjà connu. On y trouve **de plus en plus de problèmes sociaux et économiques qui sont peut-être déjà des catastrophes**. Aucun de ceux qui sont au pouvoir n'a l'intention d'intervenir pour les résoudre. Si l'on analyse les programmes politiques des administrations publiques de ces dix dernières années - j'inclus ici ceux du parti démocrate quand il était dans l'opposition -, on ne trouve aucune proposition vraiment sérieuse pour remédier aux problèmes graves qui concernent la santé, l'éducation, les sans logis, le chômage, la criminalité, l'augmentation de la population délinquante, les prisons, la dégradation constante des conditions de vie dans les villes ; pas le moindre commencement de réponse à une pléthore de problèmes. Vous les connaissez parfaitement et vous savez qu'ils s'aggravent de jour en jour. **Ne serait-ce qu'au cours des deux**

premières années de la présidence de George Bush, trois millions d'enfants de plus sont passés sous le seuil de pauvreté. La dette publique monte en flèche, le niveau d'instruction se détériore, les salaires réels sont revenus, pour une grande partie de la population, à ce qu'ils étaient vers la fin des années cinquante et personne n'y fait quoi que ce soit. Dans de telles circonstances, il devient nécessaire de détourner l'attention du troupeau dérouter, car, s'il commence à prendre conscience de tous ces problèmes, il se pourrait bien qu'il n'apprécie guère, étant donné qu'il en souffre.

Les matchs de football et les feuilletons à la télé pourraient ne pas suffire à distraire son attention. Il est indispensable de lui **faire peur en lui fabriquant des ennemis.** Pendant les années trente, Hitler a implanté dans son troupeau la peur des Juifs et des Gitans. Il fallait les anéantir pour se défendre. Nous disposons également de cibles appropriées : depuis dix ans, tous les deux ou trois ans, on fabrique un nouveau monstre d'importance majeure contre lequel il faut nous défendre. Il fut un temps où les Russes étaient le monstre toujours disponible. Nous pouvions toujours nous défendre contre les Russes. Mais les Russes sont en train de perdre de leur attrait en tant qu'ennemi et il devient de plus en plus difficile de leur faire jouer ce rôle. C'est pourquoi d'autres diables doivent jaillir de la boîte de Pandore. En réalité, il est fort injuste qu'on ait reproché à George Bush de ne pas avoir su clairement exprimer ce qui nous pousse à agir maintenant. L'accusation est cruelle. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, il suffisait de faire tourner le disque «Les Russes arrivent» pendant que nous dormions. Mais George Bush ne pouvait plus entonner cet air-là. Il lui a fallu en inventer de nouveaux, comme l'avait fait le comité des relations publiques de Reagan pendant les années quatre-vingt. C'est ainsi qu'ont été créés le terrorisme international, les narcotrafiquants, les Arabes déments et Saddam Hussein, le nouvel Hitler qui allait conquérir le monde. Ils surgissent de la boîte à malice les uns après les autres. **Il s'agit d'effrayer la population, de la terroriser et de l'intimider de telle sorte qu'elle n'ose plus voyager et tremble de peur, enfermée chez elle.**

Ensuite survient une victoire magnifique à l'île de la Grenade, au Panama ou contre quelque autre armée du tiers, monde incapable de résister, qu'il est possible de réduire en poussière sans même prendre le temps d'y penser, comme cela s'est effectivement produit. C'est alors le soulagement. Nous avons été sauvés *in extremis*. C'est ainsi qu'on s'y prend pour empêcher le troupeau dérouter de voir ce qui se passe réellement, pour détourner son attention et pour le contrôler. Il est fort probable que Cuba soit en tête de liste des prochains conflits. Il faudra maintenir l'embargo illégal et peut-être ressusciter le merveilleux terrorisme international. Dans ce genre, l'opération Mangouste, sous Kennedy, a atteint un sommet, avec l'ensemble des mesures contre Cuba qui en ont découlé. Aucune autre ne peut lui être comparée, même de très loin, à l'exception peut être de la guerre contre le Nicaragua, si on peut la classer dans la catégorie de la lutte contre le terrorisme. La Cour internationale de justice l'a plutôt classée dans celle des agressions. Le scénario est toujours le même : d'abord une offensive idéologique destinée à fabriquer un monstre chimérique ; ensuite le lancement d'une campagne pour l'anéantir.

Mais il n'est pas possible de se lancer dans une bataille si les agressés sont capables de se défendre. C'est trop dangereux. En revanche, si l'on est assuré de les anéantir, rien n'empêche de les mettre hors d'état de nuire et de s'offrir un nouveau soupir de soulagement.

CHAPITRE 8 : UNE SENSIBILITÉ SÉLECTIVE

Depuis un certain temps, notre sensibilité est très sélective. Les mémoires d'Armando Valladares, un prisonnier cubain libéré, ont été publiés en mai 1986.

Les médias en ont aussitôt fait un sujet à sensation. Je commencerai donc par quelques citations extraites de la presse. Les médias décrivaient les révélations de l'auteur comme «le compte rendu qui fait autorité sur le vaste système de torture et d'emprisonnement grâce auquel Castro réprime et liquide l'opposition politique». Il s'agissait d'un «témoignage bouleversant et inoubliable» sur les «conditions bestiales d'emprisonnement», sur la «pratique inhumaine de la torture», d'un compte-rendu sur la violence d'État imputable à l'un des plus grands meurtriers de ce siècle qui, du moins l'apprenons-nous dans cette recension, «a créé un nouveau despotisme qui a institutionnalisé la torture comme mécanisme de contrôle social dans l'enfer de Cuba tel que l'a vécu Valladares». Ces commentaires furent repris plusieurs fois dans le *Washington Post* et le *New York Times*. Castro était décrit comme un «gangster dictatorial». Les atrocités de Castro étaient exposées dans ce livre d'une manière tellement convaincante que «seul un intellectuel occidental frivole et insensible pourrait prendre la défense du tyran», écrivait le *Washington Post*. N'oublions pas qu'il s'agit du témoignage de ce qui est arrivé à un seul homme. Admettons que ce soit entièrement vrai. N'émettons aucun doute sur ce qui est arrivé à cet homme qui raconte avoir été torturé. Ronald Reagan a rendu hommage à Valladares au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche à l'occasion de la Journée des droits de l'homme en célébrant le courage avec lequel il avait enduré les horreurs et le sadisme du tyran sanguinaire de Cuba. Valladares a ensuite été nommé représentant des États-Unis à la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies, où il lui a été possible de rendre d'importants services en prenant la défense des gouvernements du Salvador et du Guatemala accusés d'avoir perpétré des atrocités à une échelle telle qu'elles rendaient presque insignifiantes les souffrances qu'il avait lui-même endurées. Voilà où en sont les choses.

C'était en mai 1986. Ce sont des faits intéressants et révélateurs quant à la façon dont fonctionne la fabrication du consentement. Le même mois, les survivants du Groupe de défense des droits de la personne du Salvador ont été arrêtés et torturés (les chefs avaient été tués). Parmi eux se trouvait le directeur du groupe, Herbert Anaya. Ces hommes ont été incarcérés dans une prison nommée La Esperanza («l'espérance»). Pendant leur incarcération, ils ont poursuivi leur action en faveur des droits de la personne. Ils étaient avocats et ont recueilli des déclara-

tions assermentées des quatre cent trente deux prisonniers que comptait la prison. Ils ont obtenu des témoignages signés par quatre cent trente d'entre eux qui ont décrit sous serment les tortures auxquelles ils avaient été soumis. Dans ces témoignages figuraient, entre autres atrocités, les récits de torture par courant électrique ainsi que la relation détaillée d'une séance de torture infligée par un major revêtu de l'uniforme de l'armée américaine. C'est un témoignage rare, exhaustif et explicite, sans doute unique par la description détaillée qu'il donne de ce qui se déroule dans une chambre de torture. Il a été possible de faire sortir clandestinement de la prison ces déclarations assermentées sous la forme d'un compte, rendu de cent soixante pages, accompagné d'une cassette vidéo tournée dans la prison sur laquelle on peut voir les détenus qui racontent les tortures qu'ils ont subies. Le compte rendu et la cassette vidéo ont été distribués par le Groupe de travail œcuménique de Marin County. La presse nationale a refusé de rendre compte de l'événement. Les chaînes de télévision ont refusé de diffuser la cassette. A ma connaissance, il y a eu en tout et pour tout un article dans le journal local de Marin County, le *San Francisco Examiner*. Personne d'autre n'a accepté de se compromettre. C'était une époque où il y avait plus d'«un intellectuel occidental frivole et insensible» qui vantait les mérites de José Napoleon Duarte et de Ronald Reagan. Anaya n'a fait l'objet d'aucun hommage public. On ne l'a pas invité à la Journée des droits de l'homme. Il n'a été nommé à aucune fonction. Il a été relâché lors d'un échange de prisonniers et ensuite assassiné, semble-t-il, par des policiers parrainés par les États-Unis. Nous avons très peu d'informations à ce sujet. **Les médias ne se sont jamais demandé s'ils auraient pu lui sauver la vie en révélant les atrocités qu'il avait mises en lumière au lieu de les passer sous silence.**

Tout cela révèle comment fonctionne la fabrication du consentement dans un système aux rouages bien huilés. Comparés aux révélations de Herbert Anaya au Salvador, les mémoires de Valladares sont un événement mineur. Mais il faut bien que soit fait le travail qui sert de prélude à la prochaine guerre. Je pense que nous allons de plus en plus souvent en entendre parler jusqu'à la mise en place de la prochaine opération.

Quelques remarques s'imposent au sujet de la guerre du Golfe pour terminer ce chapitre. Reprenons la recherche de l'université du Massachusetts mentionnée précédemment. Ce travail contient d'intéressantes conclusions. Dans le questionnaire, on demandait aux gens s'ils pensaient que les États-Unis devraient intervenir par la force pour mettre un terme à des occupations illégales de territoire ou à de sérieuses violations des droits de la personne. Deux personnes sur trois ont répondu que nous devrions intervenir en cas d'occupation de territoire et en cas de graves violations des droits de la personne. Si les États-Unis suivaient ce conseil, nous devrions bombarder le Salvador, le Guatemala, l'Indonésie, Damas, Tel Aviv, Le Cap, la Turquie, Washington et une liste interminable d'autres États, tous coupables d'occupation illégale et d'agression ainsi que de sérieuses violations des droits de la personne. Quand on analyse précisément tous ces exemples, on sait très bien que l'invasion et les atrocités commises par Saddam Hussein sont du même ordre. Et que ce ne sont pas les pires. Pourtant personne n'arrive à cette conclusion. Pourquoi ? La réponse est simple : parce que personne n'en sait rien.

Dans un système de propagande efficace à 100 %, personne ne saurait à quoi je fais allusion quand je dresse cette liste d'exemples. Mais pour peu que l'on ait pris la peine de se renseigner, on constate que ces exemples sont tout à fait appropriés.

Prenons un cas qui a presque réussi à faire surface pendant la guerre du Golfe. En février, au beau milieu de la campagne de bombardements, le gouvernement libanais a demandé qu'Israël se conforme à la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies qui exigeait le retrait immédiat et inconditionnel des troupes israéliennes du Liban. Cette résolution date du mois de mars 1978. Depuis, deux autres résolutions ont été adoptées ; elles réclament le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël du territoire libanais. Bien entendu, Israël ne s'y conforme pas parce que les États-Unis soutiennent cette occupation.

Pendant ce temps, la terreur règne dans le sud du Liban. Il s'y trouve de vastes chambres de torture dans lesquelles se déroulent des choses terrifiantes. Le sud du Liban est utilisé comme base pour attaquer d'autres parties du pays. Depuis 1978, le Liban a été envahi, la ville de Beyrouth a été bombardée, près de vingt mille personnes ont été tuées, dont 80 % de civils, les hôpitaux ont été détruits et un régime de terreur, de pillages et de vols s'est installé. Pas de problème : les États-Unis ont appuyé cela. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. Les médias n'en ont rien dit et on n'y a pas abordé la question de savoir si Israël et les États-Unis devaient appliquer la résolution 425 ou une autre, personne n'a réclamé le bombardement de Tel Aviv, alors que, selon les principes défendus par les deux tiers de la population, nous devrions le faire. Après tout, nous sommes devant un cas d'occupation illégale et de sérieuses violations des droits de la personne. Ce n'est qu'un exemple, il y en a de bien pires. L'invasion du Timor Oriental par l'Indonésie a causé la mort de près de deux cent mille personnes. Tous les exemples donnés plus haut semblent insignifiants en comparaison de ce dernier. Les États-Unis ont apporté leur soutien à cette invasion qui se poursuit grâce à l'important soutien militaire et diplomatique de notre pays. Et on pourrait sans fin continuer sur ce thème.

CHAPITRE 9 : LA GUERRE DU GOLFE

Le dernier exemple évoqué au chapitre précédent illustre bien comment fonctionne un système de propagande efficace. La population peut croire que, lorsque nous avons recours à la force contre l'Irak et le Koweït, c'est parce que nous appliquons le principe selon lequel il faut combattre par la force toute occupation illégale de territoire et toute violation des droits de la personne. La population ne se rend pas compte de ce qui se passerait si ce principe était appliqué à la lettre à la conduite des États-Unis. Ici, l'exploit de la propagande est tout à fait spectaculaire.

Considérons un autre cas. Si l'on prend la peine d'analyser la couverture de presse de la guerre du Golfe à compter du mois d'août 1990, on ne peut manquer de constater que certains n'ont pas eu voix au chapitre. Par exemple, il existe un mouvement d'opposition démocratique irakien, un mouvement très courageux et dont l'importance est loin d'être négligeable. Bien évidemment, ce mouvement est en exil, car il ne pourrait survivre en Irak. Il est surtout implanté en Europe et regroupe des banquiers, des ingénieurs, des architectes, etc. Ce sont des gens qui s'expriment facilement, dont les revendications sont claires et qui ne manquent pas de les faire connaître. Selon des informations émanant de l'opposition démocratique irakienne, plusieurs d'entre eux se sont rendus à Washington au mois de février 1990, quand Saddam Hussein était encore le bon ami et l'allié commercial de George Bush, afin d'y faire valoir la cause de l'opposition démocratique irakienne et d'obtenir que l'on soutienne leur volonté d'instaurer une démocratie parlementaire en Irak. Ils ont essuyé une rebuffade, purement et simplement, car les États-Unis n'avaient aucun intérêt à prendre en considération leurs revendications. Il n'y a pas eu de réaction du côté des médias.

A compter du mois d'août, il devenait un peu plus difficile de passer sous silence l'existence de l'opposition démocratique irakienne. En août, les États-Unis se sont soudain retournés contre Saddam Hussein après lui avoir accordé leurs faveurs pendant des années. L'opposition démocratique devait forcément avoir une opinion sur les événements en cours. Tous les démocrates irakiens en exil auraient été ravis de voir Saddam Hussein destitué et écartelé. Ce sont leurs frères qu'il avait assassinés, leurs sœurs qu'il avait torturées et eux-mêmes qu'il avait contraints à l'exil. Ils avaient combattu la tyrannie de Saddam Hussein pendant toute la période où Ronald Reagan et George Bush le chérissaient. Qu'a-t-on fait de leur opinion ? Il suffit de consulter la presse américaine pour constater le peu d'intérêt accordé à l'opposition démocratique irakienne entre le mois d'août 1990 et le mois de mars 1991. Il est impossible de trouver une seule ligne qui lui soit consacrée. La raison ne réside pas dans leur silence. Ils ont formulé des déclarations, des propositions, des demandes ainsi que des exigences qui ressemblent en tout point, si on en fait l'analyse, à celles du mouvement américain pour la paix. Ils étaient contre Saddam Hussein, mais ils s'opposaient à la guerre contre l'Irak. Ils ne voulaient pas que leur pays soit détruit. Ce qu'ils désiraient, c'était une solution pacifique. Ils savaient parfaitement qu'une telle solution était possible. **Mais ce point de vue était inacceptable pour les États-Unis, par conséquent, on l'a exclu. Pas une seule bribe des propos de l'opposition démocratique irakienne n'a été portée à la connaissance de la population.** Si l'on veut s'informer à ce sujet, il faut consulter la presse allemande ou la presse britannique. Bien qu'elles aient peu traité de cette opposition, elles sont toutefois moins étroitement contrôlées que la presse américaine et en ont dit un peu plus.

Cet exploit de la propagande est tout à fait impressionnant, car non seulement l'opinion des démocrates irakiens a été complètement exclue, mais encore personne n'a remarqué ce fait. Voilà qui est fort intéressant. **Il faut qu'une population soit vraiment profondément endoctrinée pour ne pas remarquer le silence de l'opposition démocratique irakienne,** pour ne pas se demander la raison de ce silence et pour ne pas trouver la réponse, évidente : les démocrates irakiens avaient leurs idées propres, ils étaient en accord avec le mouvement international pour la paix et par conséquent, ils ont été exclus.

Examinons les arguments présentés pour justifier la guerre, car on a tenté de la justifier. Il ne faut jamais récompenser les agresseurs et il est obligatoire de contrecarrer toute agression par un recours rapide à la violence. Tels ont été les arguments invoqués pour justifier la guerre. Il n'y en pas eu d'autres. Ces arguments peuvent-ils vraiment justifier cette guerre ? Les États-Unis appliquent-ils réellement le principe selon lequel on ne doit pas récompenser les agresseurs et qu'il faut contrecarrer toute agression par un recours rapide à la violence ? Les faits qui démontrent le contraire sont si nombreux et si évidents que n'importe quel adolescent qui sait lire et écrire peut réfuter ces arguments en moins de deux minutes. Cependant, ils n'ont jamais été réfutés. Dans les médias, parmi les commentateurs et les critiques libéraux, parmi les gens qui ont témoigné devant le Congrès, nous chercherions vainement un seul exemple d'une personne qui se soit demandé si les États-Unis appliquent ce principe. Les États-Unis se sont-ils opposés à leur propre agression contre le Panama en réclamant le bombardement de Washington afin de contrecarrer l'agression ? En 1969, lorsque l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud a été déclarée illégale, les États-Unis ont-ils imposé des sanctions touchant l'approvisionnement de denrées alimentaires ou l'acheminement de médicaments ? Ont-ils déclaré la guerre ? Ont-ils bombardé Le Cap ? Non, ils ont mené une «diplomatie tranquille» pendant vingt ans. Ce n'était pas très joli pendant ces vingt ans. Pendant les seules années de l'administration Reagan et de l'administration Bush, l'Afrique du Sud a tué environ un million et demi de personnes dans les pays environnants. Mais oublions ce qui s'est passé en Afrique du Sud et en Namibie. D'une certaine manière, cela n'a pas fait vibrer nos cordes sensibles. Nous avons maintenu notre «diplomatie tranquille» et avons fini par récompenser largement les agresseurs. Nous leur avons concédé le principal port de la Namibie et beaucoup d'avantages qui tenaient compte de leur désir d'assurer leur propre sécurité. Où est ce principe que nous défendons ? Encore une fois, c'est un jeu d'enfant de montrer que nos raisons d'entrer en guerre ne reposaient nullement sur ce principe, parce que nous ne l'appliquons pas. Personne n'a essayé d'en faire la preuve et c'est ce qu'il importe de bien garder à l'esprit. Nul ne s'est donné la peine de tirer la conclusion qui en découle : aucune raison n'a été donnée pour justifier notre entrée en guerre. Absolument aucune. Aucune raison qu'un adolescent qui sait lire et écrire n'aurait pu réfuter en deux minutes.

Ce fait est caractéristique d'une **culture totalitaire. Cela devrait nous effrayer d'être un pays totalitaire au point d'entrer en guerre sans qu'aucune raison ne soit fournie** et sans que personne ne remarque la réclamation du Liban ou ne s'en soucie. C'est tout à fait remarquable.

Juste avant que les bombardements ne commencent à la mi-janvier, un sondage important du *Washington Post* et d'ABC a révélé un fait intéressant. Dans ce sondage, on demandait aux gens s'ils appuieraient une proposition irakienne de se retirer du Koweït à la condition que le Conseil de sécurité examine la question du conflit israélo-arabe. Deux personnes sur trois étaient favorables à cette idée. La même opinion prédominait dans le monde entier, ainsi que dans les rangs de l'opposition démocratique irakienne. Les résultats de ce sondage ont été publiés. Les gens à qui cette idée plaisait ont probablement cru qu'ils étaient seuls au monde à l'approuver, car personne dans la presse n'avait suggéré que c'était une bonne idée. Les ordres de Washington étant de rejeter les «conditions liées au retrait»¹, c'est à dire la diplomatie, la presse a obéi au doigt et à l'œil et s'est opposée à toute démarche diplomatique. Si l'on cherche un commentaire dans la presse, on peut trouver un article d'Alex Cockburn dans le *Los Angeles Times*, dans lequel il soutient que se serait une bonne idée. Les personnes qui, lors du sondage, ont répondu favorablement se disaient : «je suis la seule, mais c'est cela que je pense». Imaginons à présent qu'elles aient su qu'elles n'étaient pas seules, que d'autres partageaient leur opinion, par exemple l'opposition démocratique irakienne. Imaginons qu'elles aient su qu'il ne s'agissait pas d'une pure hypothèse, mais que l'Irak avait bel et bien fait cette proposition, comme l'avaient révélé de hauts fonctionnaires américains huit jours auparavant. Le 2 janvier 1991, ces fonctionnaires ont révélé que l'Irak proposait de se retirer du Koweït à la condition que le Conseil de sécurité prenne en considération la question du conflit israélo-arabe et celle des armes de destruction massive. Les États-Unis avaient refusé de négocier ces questions bien avant l'invasion du Koweït. Imaginons que les gens aient appris que l'offre de négociation avait été déposée et qu'elle avait l'appui d'une grande partie de la population. A vrai dire, c'est le genre d'occasion que saisirait toute personne raisonnable qui veut la paix. C'est ce que nous faisons dans d'autres cas, dans les rares cas où nous voulons mettre un terme à une agression. Imaginons que cela se soit su. Chacun peut tirer ses propres conclusions ; quant à moi, j'estime que, des deux tiers de la population, on serait passé à 98 %. Mais il en a été autrement et c'est une grande réussite de la propagande. Il est probable que pas une des personnes qui ont répondu au sondage n'était au courant de ce que je viens de mentionner. Chacune se percevait comme un cas isolé. **Par conséquent, il a été facile de poursuivre la politique de guerre sans rencontrer d'opposition.**

De nombreuses discussions pour déterminer si des sanctions économiques seraient efficaces ont eu lieu. Le directeur de la CIA y participait. Mais il n'y a eu aucune discussion sur une question qui pourtant s'imposait : les sanctions déjà prises s'étaient-elles révélées efficaces ? La réponse est oui, les sanctions avaient apparemment porté leurs fruits et ce, probablement dès la fin du mois d'août 1990 et, plus certainement, vers la fin du mois de décembre. Il est très difficile d'imaginer un autre motif à l'offre faite par l'Irak de retirer ses troupes du Koweït. Cette offre révélée par quelques hauts fonctionnaires américains et dont l'authenticité a été établie était, selon leurs propres termes, «sérieuse» et «négociable». La vraie question est donc : les sanctions déjà en vigueur s'étaient-elles déjà révélées efficaces ? Y avait-il une façon de sortir de l'impasse ? Une façon acceptable pour l'ensemble de la population, pour le monde entier et pour l'opposition démocratique irakienne ? Ces questions n'ont pas été abordées et, dans un système de propagande efficace, il est essentiel qu'elles ne le soient pas. Cela permet au président du Comité national du parti républicain de dire maintenant que si un quelconque membre du parti démocrate avait été au pouvoir, le Koweït ne serait pas encore libéré. Il lui est possible de le dire, car aucun démocrate ne risque de se lever pour répondre que, s'il avait été président, non seulement le Koweït serait libéré, mais qu'il l'aurait été six mois plus tôt, parce qu'il aurait tenu compte, lui, des possibilités de solution négociée qui s'offraient alors, ce qui aurait permis de libérer le Koweït en évitant de tuer des dizaines de milliers de personnes et de provoquer de catastrophe écologique. Aucun démocrate ne peut répondre cela, car aucun démocrate n'a pris position en faveur de la négociation. Henry Gonzales et Barbara Boxer l'ont fait, mais le nombre de personnes qui ont adopté cette position est tellement infime qu'il est insignifiant. Étant donné que presque aucun démocrate ne pourrait tenir ces propos, Clay ton Yeutter (Président du Comité national du parti républicain) est libre de faire les déclarations qu'il veut.

Quand des missiles Scud se sont abattus sur Israël, personne dans la presse ne s'est réjoui. Nous sommes devant un autre cas qui en dit long sur ce que peut un système de propagande efficace. Comment cela se fait-il ? peut-on se demander. **Après tout, les arguments de Saddam Hussein étaient aussi valables que ceux de George Bush.** Quels sont ils exactement ? Considérons simplement le cas du Liban. Saddam Hussein dit qu'il ne peut pas supporter l'annexion du territoire libanais. Il ne peut pas laisser agir Israël qui, à l'encontre des décisions unanimes du Conseil de sécurité, a annexé le plateau du Golan et Jérusalem Est. Il ne peut pas tolérer cette agression. Israël occupe le sud du Liban depuis 1978, en des résolutions du Conseil de sécurité qu'il dit appliquer. Depuis cette époque, Israël a attaqué le Liban et continue à le bombarder à volonté.

Saddam Hussein ne peut pas endurer cela. Il se peut qu'il ait lu les rapports d'Amnesty International qui dénoncent les atrocités commises par Israël dans les territoires occupés. Il en a mal au cœur, Saddam Hussein. On ne peut pas appliquer de sanctions, car les États-Unis y ont opposé leur veto. Les négociations ne peuvent pas aboutir, car les États-Unis les empêchent de progresser. Que reste-t-il, sinon le recours à la force ? Saddam Hussein a attendu pendant des années : treize ans dans le cas du Liban, vingt ans dans le cas des territoires occupés. Cet argument nous est familier. La seule différence entre cet argument et celui que l'on sait est que Saddam Hussein

¹ Voir à ce sujet, Noëm Chomsky, *Les Dessous de la politique de l'Oncle Sam*, Écosociété/EPO/Le Temps des cerises, 1996, pp. 67-76.

peut vraiment dire que les sanctions et les négociations ne servent à rien et ce, parce que les États-Unis s'y refusent. George Bush, quant à lui, ne pouvait pas dire cela parce que les sanctions étaient apparemment efficaces et que l'on avait toutes les raisons de croire que les négociations aboutiraient. Mais voilà, Bush a refusé catégoriquement de négocier ; il a carrément déclaré : «Il n'y aura pas de négociations». S'est-il trouvé un seul journaliste pour s'en étonner ? Non. Personne n'avait de temps à perdre en futilités. Rappelons qu'il s'agit là de faits dans lesquels un adolescent verrait clair en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Mais personne n'a abordé le sujet, pas un commentateur, pas un seul éditorialiste. Ce phénomène à lui seul est révélateur d'une solide culture totalitaire. On peut y voir le signe que la fabrication du consentement réussit.

Avant de conclure, un dernier commentaire. Les exemples ne manquent pas, on peut en trouver autant que l'on veut. Considérons l'idée que Saddam Hussein était un monstre sur le point de conquérir le monde, comme le veut une opinion largement répandue aux États Unis, et pour cause. Cette idée a été martelée dans la tête des gens : «Saddam Hussein est sur le point de s'emparer de tout. Nous devons l'arrêter maintenant». Mais comment est il devenu si puissant ? L'Irak est un petit pays du tiers-monde sans infrastructure industrielle. Pendant huit ans, l'Irak s'est battu contre l'Iran, un Iran postrévolutionnaire qui avait décimé son corps d'officiers et presque toute son armée. Au cours de cette guerre, l'Irak a reçu de l'aide : de l'Union soviétique, des États Unis, de l'Europe, des pays arabes les plus importants dont ceux producteurs de pétrole. Malgré tout, l'Irak n'a pu vaincre l'Iran. Mais soudain, le voilà en mesure de conquérir le monde ! S'est-il trouvé quelqu'un pour s'en étonner ? La vérité, c'est qu'il s'agit d'un pays du tiers-monde doté d'une armée de paysans. On reconnaît maintenant qu'on a laissé circuler une énorme quantité de fausses informations au sujet des fortifications, des armes chimiques, etc. Mais y a t il eu une seule personne pour émettre des doutes ? Non, personne. C'est typique. Il est à remarquer que cela se passait exactement un an après le déroulement d'un scénario comparable contre Manuel Noriega au Panama. Ce dernier est un voyou de petite envergure si on le compare à l'ami de George Bush qu'était Saddam Hussein, ou bien à ses autres amis qui sont à Pékin, ou encore à George Bush lui même. En comparaison, Manuel Noriega est un voyou minable. Exécrable, mais pas du genre voyou de grande classe que nous aimons. Néanmoins, on a fait en sorte qu'il apparaisse plus grand que nature. A la tête des narcotrafiquants, il allait nous détruire. Il fallait agir vite et l'écraser, en tuant des centaines, peut-être des milliers de personnes, en remettant au pouvoir une oligarchie minuscule constituée de Blancs, qui représente environ 8 % de la population, et en installant des officiers américains à tous les postes de commande du système politique. Il était nécessaire d'agir de la sorte. Il fallait nous défendre, faute de quoi ce monstre allait nous détruire. Un an plus tard, Saddam Hussein s'apprêtait à faire la même chose. Quelqu'un a-t-il fait remarquer la similitude, montré ce qui se passait ou expliqué pourquoi ? Il faudrait sérieusement fouiller pour trouver quelque chose de ce genre.

Il est important de remarquer que ce qui vient d'être décrit ne diffère en rien de ce qui s'est produit lorsque la commission Creel a transformé une population pacifiste en folle furieuse qui, pour se défendre contre les «Boches» qui arrachaient les bras des bébés belges, voulait détruire tout ce qui était allemand. Bien qu'elles soient plus raffinées, grâce à la télévision et aux grosses sommes investies, les techniques contemporaines respectent la tradition.

Pour en revenir à mes remarques préliminaires, je crois que le problème qui se pose ne met pas simplement en cause la désinformation et la guerre du Golfe. L'enjeu est bien plus important. **Il s'agit de savoir si nous voulons vivre dans une société libre ou bien dans ce qui n'est ni plus ni moins qu'une forme de totalitarisme, un totalitarisme dans lequel le troupeau dérouté est à dessein dévié de sa route et erre, terrifié, en hurlant des slogans patriotiques, en craignant pour sa vie et en encensant le chef qui l'a sauvé de la destruction, pendant que les gens instruits obéissent au doigt et à l'œil, scandent les slogans qu'il faut scander et que notre société se détériore. Nous sommes en train de devenir un État mercenaire qui fait le gendarme en espérant que d'autres vont le payer pour écraser le monde.** Tels sont les choix possibles, telle est l'alternative devant laquelle nous sommes placés. La solution de ce problème repose principalement entre les mains de gens comme vous et moi.